



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'AUBE

Arrêté n° DST-56-2015300-0001

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société PSI

Commune de PONT-SUR-SEINE

—

Arrêté Préfectoral de mise en demeure

La Préfète de l'Aube,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V - partie réglementaire et partie législative - titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le code de l'environnement, livre I - partie législative et notamment l'article L.171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 00-5613 A du 12 décembre 2000 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 1^{er} octobre 2015, suite à la visite d'inspection du 30 juillet 2015 ;

CONSIDERANT que la société PSI exploite sur la commune de PONT-SUR-SEINE, sur le site Monte-à-Regret, des installations pouvant générer des pollutions des eaux superficielles (Seine), des eaux souterraines et de l'atmosphère ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées a constaté lors de la visite du 30 juillet 2015 que le risque incendie ne semble pas être maîtrisé sur ce site ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées a constaté lors de la visite du 30 juillet 2015 que de nombreuses prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 00-5613 A du 12 décembre 2000 ne sont pas respectées ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET

La société PSI, dont le siège social est situé 2, rue de Monte à Regret à PONT-SUR-SEINE, est mise en demeure pour l'établissement qu'elle exploite à cette même adresse, de :

- se conformer sans délai aux dispositions définies aux articles 3.4, 8.2, 10.1, 10.3, 10.4 et 13.4.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-5613 A du 12 décembre 2000 ;
- se conformer sous un mois aux dispositions définies aux articles 3.1, 3.5, 20.2 et 4.4 de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-5613 A du 12 décembre 2000 ;
- se conformer sous trois mois aux dispositions définies aux articles 13.4.1 et 21.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-5613 A du 12 décembre 2000 ;
- se conformer sous six mois aux dispositions définies aux articles 19.2 et 19.4 de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-5613 A du 12 décembre 2000.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : RECOURS

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE – 25 rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.

Le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION

Une copie de ce dernier est déposée aux archives de la mairie de PONT-SUR-SEINE pour y être tenue à disposition de toute personne intéressée.

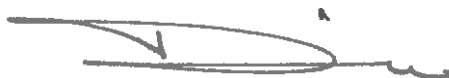
ARTICLE 5 : EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Notification en sera faite à Monsieur le directeur de la Société PSI.

Fait à Troyes, le 27.10.15

La Préfète

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'D' followed by a horizontal line and a small flourish.

Isabelle DILHAC

